

Contribution du Sipperec à la consultation publique de l'ARCEP portant  
sur son « *Bilan intermédiaire en vue d'évaluer la nécessité d'imposer des  
remèdes asymétriques supplémentaires sur les segments de marché  
du très haut débit en fibre optique* »

4 janvier 2013

Tout d'abord, le Sipperec remercie l'ARCEP de lui permettre de répondre à la présente consultation publique. Celle-ci s'inscrit dans le cadre de la « clause de rendez-vous » fixée par l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ci-après, l'« ARCEP ») dans ses décisions n° 2011-0668 et 2011-0669 du 14 juin 2011, décisions dites « d'analyse des marchés 4 et 5 ». Au terme de cette clause de rendez-vous, l'ARCEP prévoit d'évaluer, 18 mois après l'entrée en vigueur de ces décisions (soit fin 2012), la nécessité d'imposer, de manière anticipée, des remèdes asymétriques supplémentaires sur la fibre optique dans le cadre des deux marchés spécifiques que sont :

- le marché de gros de l'accès au très haut débit en fibre optique passive jusqu'à l'abonné (segment du marché 4) : il est composé des infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire (accès dégroupé à la boucle locale de cuivre et à la sous-boucle de cuivre, accès aux infrastructures de génie civil de la boucle locale, et offres passives de mise à disposition de fibre optique),
- et, d'autre part, le marché de gros de l'accès au très haut débit activé livré au niveau infranational (segment du marché 5). Il est constitué des offres de gros haut débit et très haut débit activées qui ne sont pas livrées à un seul point national mais au niveau régional, départemental ou infra-départemental.

Dans la mesure où le cadre réglementaire actuel, issu de la Loi de Modernisation de l'Economie (LME), impose d'ores et déjà aux opérateurs, à celui déclaré puissant comme aux opérateurs alternatifs, des obligations d'ouverture et de mutualisation de leurs boucles locales fibre optique (mesures de régulation symétriques), la question se pose en effet pour l'ARCEP de la nécessité de nouvelles mesures de régulation asymétriques pour assurer un environnement concurrentiel efficace. C'est tout l'objet de la présente consultation. L'ARCEP précise par ailleurs qu'elle engagera le processus de révision complet du cycle de ces marchés dès le début de l'automne 2013 pour un avis fixé à juin 2014.

Question 1 : Avez-vous des commentaires à formuler sur l'état des lieux du marché de détail du très haut débit fixe établi par l'ARCEP ?

Le Sipperec, en préambule, tient à rappeler son implication dans le cadre des réseaux très haut débit depuis plus de 12 ans, avec, notamment :

- OPALYS (concession de travaux et de service publics attribuée à SFR Collectivités), réseau FTTH de 36 000 prises opérationnelles, en première étape, dans 13 communes de la périphérie de Paris, classées en zones très denses par l'ARCEP,
- SEQUANTIC (concession de travaux et de service publics attribuée à la Société TUTOR), réseau FTTO, destiné à connecter en fibre optique, en priorité, 32 000 entreprises, ainsi que les ensembles immobiliers situés sur le parcours du réseau fibre à l'abonné,
- des réseaux câblés, dans le cadre de 13 délégations de service public attribuées au groupe Numéricâble, qui représentent plus de 500 000 prises, aujourd'hui en technologie hybride fibre-coaxial et dont une partie importante de ces prises est en cours de rénovation pour permettre un passage à 100 Mbps (FTTB). Il s'agit de l'un des parcs de prises câblées les plus importants en France.

L'ensemble de ces réseaux constituent des biens de retour de la collectivité.

L'ARCEP, jusqu'au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012, a retenu, pour le suivi de ses observatoires de marché, la définition suivante des offres à très haut débit : « *offres de services de communications électroniques proposées sur le marché de détail et incluant un service d'accès à internet avec un débit crête descendant supérieur à 50 Mbit/s et un débit crête remontant supérieur à 5 Mbit/s. Ces offres sont principalement de deux types :*

- *les offres à très haut débit en fibre optique jusqu'à l'abonné ;*
- *les offres à très haut débit en fibre optique avec terminaison en câble coaxial. »*

A partir du 3<sup>ème</sup> trimestre 2012, « *pour assurer une cohérence avec la définition du très haut débit proposée par la Commission Européenne* », l'ARCEP élargit son acception initiale du terme très haut débit pour faire figurer « *des seuils de débit descendant de 30 Mbit/s et 100 Mbit/s* »

Dans ces conditions, l'Autorité note que le volume des abonnements très haut débit, fin 3<sup>ème</sup> trimestre 2012, atteint 1,49 million avec :

- 270 000 abonnements au très haut débit en fibre optique jusqu'aux abonnés ; leur nombre a augmenté de 24 000 (+ 9,6 %) au cours du trimestre et de 98 000 (+ 57 %) sur un an ;
- 1 220 000 autres abonnements au très haut débit à 30 Mbit/s, dont les accès en fibre optique avec terminaison en câble coaxial ; L'ARCEP précise que, parmi ces abonnements, 570 000 permettent un accès à 100 Mbit/s (+ 7,8 % sur le trimestre et + 34 % sur un an). Ces 1 220 000 autres abonnements au très haut débit à 30 Mbit/s, qui représentent plus de trois quarts des abonnements au très haut débit,

sont répartis entre Numéricable, Bouygues Télécom, Darty Télécom et Auchan Télécom (Darty Télécom ayant été racheté par Bouygues Télécom durant l'été 2012).

Le Sipperec partage la position de l'ARCEP s'agissant de l'introduction des réseaux à 30 Mbps dans les réseaux très haut débit, à l'image de la pratique communautaire. Il note en outre avec intérêt le fait que les réseaux câblés représentent aujourd'hui la très grande majorité des abonnements très haut débit, ce qui a été pendant une longue période minimisé par les pouvoirs publics en France quand ce n'était pas, passé sous silence. Le Syndicat se félicite donc de cet état des lieux du marché de détail, établi par l'ARCEP, qui replace le câble au centre du marché de détail du très haut débit. Ceci est d'autant plus important que parmi ces abonnements la progression de ceux à 100 Mbps, déjà au nombre de 570 000, se révèle significative (+ 34% sur un an). La modernisation des réseaux câblés, pour un passage à 100 Mbps, permet en effet aux abonnés d'accéder à de nombreuses applications innovantes autour de la TVHD, de la 3D, des consultations simultanées, dans le cadre de réseaux ouverts et neutres. Ce caractère neutre des réseaux câblés est par ailleurs encadré contractuellement par la collectivité et garantit l'accès de tout opérateur à des capacités actives et passives. ...

On le voit ici, les réseaux à terminaison coaxiale, déployés en très grande partie dans le cadre de réseaux d'initiative publique (DSP) constituent donc un véritable enjeu en même temps qu'un patrimoine important pour la société française, l'industrie des services et l'accessibilité des consommateurs aux offres émergentes du très haut débit.

Pour autant, le Sipperec ne souhaiterait pas que la mise en évidence du poids des accès câblés sur le marché de détail, avec l'introduction du 30 Mbps dans la définition du très haut débit, vienne minorer le rôle central de l'opérateur de gros et de détail que se trouve être France Télécom dans ce domaine et la nécessité d'encadrement de cet acteur au travers de mesures asymétriques. L'ARCEP indique en effet que si Orange dispose d'une part de marché proche ou inférieure à 50% dans le cadre des abonnements FTTH, celle-ci tombe à moins de 10% de l'ensemble des abonnements très haut débit à 30 Mbit/s.

Or, on le verra dans l'analyse du marché de gros, la progression du câble à 100 Mbps, sur le marché de détail, se fait aujourd'hui sans l'aide de l'accès aux infrastructures de génie civil de France Télécom, constitutives de la boucle locale. Il ne faudrait donc pas que le constat de la dilution de la part de marché de France Télécom, du fait de l'élargissement du taux de référence du très haut débit, vienne exonérer l'opérateur déclaré puissant sur les infrastructures physiques de la boucle locale, d'obligations qui, justement, aujourd'hui, devraient être révisées puisqu'elles excluent les réseaux à terminaison coaxiale du bénéfice des accès à cette infrastructure dans le cadre du segment terminal.

Question 2 : Avez-vous des commentaires à formuler sur l'état des lieux du déploiement et de la mutualisation des réseaux fixes à très haut débit établi par l'ARCEP ?

Le Sipperec note avec intérêt la mise en évidence, par l'ARCEP, dans les facteurs d'évolution de la situation depuis sa dernière analyse des marchés de juin 2011, la nécessité d'inscrire le cadre réglementaire symétrique non plus dans une seule « *logique d'immeubles* » mais dans une « *logique de poches* » compte tenu de la présence de zones de « *basse densité* » au sein des communes classées en Zones Très Denses.

Comme le rappelle l'ARCEP, « *les opérateurs n'ayant pas convergé début 2011 vers des solutions opérationnelles communes pour équiper les immeubles de moins de 12 logements ou locaux à usage professionnel dans les zones très denses* », il lui a été nécessaire de publier une recommandation spécifique pour les poches de basse densité « *afin que les opérateurs puissent investir dans le déploiement de réseaux sur l'ensemble du territoire des communes concernées* ».

L'ARCEP précise, à cette occasion, le fait que les IRIS en poches de haute densité (« *hors poches de basse densité* »), avec la présence constatée des réseaux des opérateurs « *témoigne de l'existence d'une équation économique justifiant la possibilité pour ces derniers d'avoir un degré plus faible de mutualisation dans ces IRIS* ». L'équation économique dans les poches de basse densité est donc plus complexe à trouver, les opérateurs, à ce jour, y ayant même renoncé. En effet, parmi les communes disposant en tout ou partie de poches de basse densité, le Sipperec n'a pas constaté le déploiement ou la mutualisation de réseaux fibre à l'abonné « *avec des zones arrières [des points de mutualisation] complètes et cohérentes* », comme l'envisage l'ARCEP, ni même de projets de déploiement. Or, cette situation concerne, au total, 311 000 logements, à la fois individuels (77 000) et petits collectifs (234 000), soit 55% de la totalité des logements des 31 communes concernées sur le territoire du Sipperec.

Compte tenu de l'ampleur de cette situation, des enjeux qu'elle représente avec les risques de nouvelle fracture numérique, au sein même, cette fois, des grandes agglomérations, le Sipperec souhaite que l'analyse complète des marchés pertinents qui sera engagée par l'ARCEP à l'automne 2013 prenne en compte, très précisément, dans son état des lieux du déploiement fibre optique et de la mutualisation, la situation des poches de basse densité. A cette occasion, l'ARCEP devrait être en mesure de communiquer aux collectivités et instances de concertation régionale, la situation de chaque IRIS en poches de basse densité, au travers de la transmission des fichiers IPE<sup>1</sup>, qui, seule, permettra de s'assurer, à minima, de la couverture effective des poches de basse densité avec :

- le nombre et la localisation des bâtiments raccordables et raccordés,
- le nombre et localisation de sites, logements et locaux professionnels, raccordables et raccordés.

L'état des lieux de la couverture FTTH des poches de basse densité sous l'égide de l'ARCEP aurait, en outre, le mérite de l'impartialité et de l'objectivité et pourrait ainsi être pris en compte par des politiques publiques raisonnées, nationales et locales.

Les élus du Sipperec ont récemment pris une délibération faisant état de leur demande d'accès aux fichiers IPE de manière à s'assurer de la réalité des déploiements FTTH des opérateurs privés sur leur territoire (jointe en annexe).

---

<sup>1</sup> Informations préalables enrichies

Question 3 : Avez-vous des commentaires à formuler sur l' état des lieux des marchés de gros du très haut débit fixe établi par l'ARCEP ?

L'ARCEP, dans son état des lieux des marchés de gros du très haut débit, met en avant la présence de :

- « 270 000 abonnés FttH au 30 septembre 2012, avec 35 000 lignes qui font l'objet d'un accès effectif sous forme passive au point de mutualisation fourni par l'opérateur d'immeuble à un opérateur tiers (+ 170 % en un an). » Ces accès, constate l'ARCEP, étant « essentiellement fournis en zones très denses ».
- 25 000 lignes font, en outre, l'objet d'un accès sous forme activée livré en amont dans le réseau (NRO ou point de présence). Ces offres étant « essentiellement fournies en dehors des zones très denses, généralement par un opérateur de gros exploitant un réseau d'initiative publique ».
- entre 200 000 et 300 000 abonnements très haut débit à 30 Mbit/s via des accès en fibre optique avec terminaison en câble coaxial font l'objet d'accès « sous forme activée, soit sous forme de bitstream vendu à Bouygues Telecom, soit sous forme de revente en marque blanche, vendue à Darty (dont les abonnements sont désormais compris dans le parc de Bouygues Telecom) ou Auchan Télécom ».

Le Sipperec remercie l'ARCEP de ces données importantes pour la connaissance du paysage français.

Le Syndicat ne peut toutefois s'empêcher ici de comparer les 35 000 lignes qui font l'objet d'un accès passif aux 25 000 lignes faisant l'objet d'un accès activé (le Sipperec représentant, à lui seul, sur ce total, 6 000 abonnés sur lignes activées avec le réseau Opalys). On voit que le différentiel de développement est mineur, alors même que la régulation ne prévoit pas de concurrence par les services mais seulement par les infrastructures. La présence de lignes FTTH activées recouvre en effet un vrai besoin de la part d'opérateurs ne souhaitant pas investir dans des infrastructures tout en étant soucieux de pouvoir diversifier leurs services. Le Sipperec a rappelé cette nécessité à de multiples reprises. Les opérations de réseaux FTTH en Europe ne cessent de démontrer l'intérêt d'une telle démarche. Le réseau FTTH d'initiative publique déployé et exploité par la Région des Asturies en Espagne en témoigne : plusieurs opérateurs nationaux et internationaux sont clients de son offre de bitstream optique (connectivité Ethernet équivalente à celle fournie par Opalys ou Sequantic sur le territoire du Sipperec), dont l'opérateur français Orange. La Région des Asturies a en outre adopté, pour son réseau FTTH, une solution GPON, preuve s'il en est que cette technologie ne présente pas de barrière à l'entrée dans le cadre des services activés, dès lors, bien sûr, qu'elle est exploitée en mode multi-opérateurs.

L'état des lieux des offres de gros activées haut débit et très haut débit au niveau infra-national établi par l'ARCEP en 2011 mentionne les quatre catégories suivantes :

- les offres DSL permettant de prendre livraison des flux haut débit en ATM (Asynchronous Transfer Mode) à un niveau régional et départemental,
- les offres DSL permettant de prendre livraison des flux haut débit en mode IP (Internet Protocol) à un niveau régional,
- les offres DSL permettant de prendre livraison des flux haut débit en mode Ethernet à un niveau régional,
- les offres d'accès à très haut débit activées, fondées sur la partie modernisée du réseau de câble coaxial (grâce à la mise en œuvre de la technologie DOCSIS 3.0).

On constate donc que les seules offres de gros activées très haut débit existantes à partir de 2011 sont celles proposées par les réseaux câblés et, depuis cette date, celles offertes par les RIP activés en Ethernet couche 2, adoptées, notamment, par Bouygues Télécom. Aucune offre de gros activée n'est relevée par l'ARCEP sur la base de réseaux fibre optique mutualisés entre les opérateurs privés. Or, l'Autorité de la Concurrence, en 2010, avait pointé le risque d'une absence d'offres de gros spontanée de la part des opérateurs FTTH dès lors que la régulation était fondée sur la seule concurrence par les infrastructures. L'état des lieux de l'ARCEP semble entériner ce constat.

Question 4 : Partagez-vous cette analyse de la situation concurrentielle du marché de détail du très haut débit fixe établi par l'ARCEP ?

L'analyse de la situation concurrentielle du marché de détail du très haut débit fixe découle naturellement de l'état des lieux précédent : il s'agit, comme le précise d'un « marché de détail encore limité », mais dans lequel, constate l'Autorité « *les offres à très haut débit en fibre optique avec terminaison en câble coaxial jouent un rôle important dans l'animation concurrentielle actuelle de ce marché de détail et dans sa dynamique de croissance* ».

Elle précise toutefois que ce marché ne lui semble « *pas déséquilibré* » dans la mesure où « *à ce jour, aucun opérateur ne semble avoir pris d'avance significative sur le marché de détail du très haut débit. En particulier, France Télécom-Orange a une part de marché (en parc comme en acquisitions) qui ne le place pas en première position. Cette absence de déséquilibre manifeste entre les opérateurs ne semble pas devoir justifier une intervention réglementaire à court terme* ».

Des investissements ont été consentis de longue date dans les réseaux câblés, avec dans certains cas, en zones non rentables, l'appui des collectivités locales (tout comme pour France Télécom dans le cadre des NRA-ZO/NRA-MED), ces investissements réalisés dans le cadre de délégations de service public étant des biens de retour de la collectivité. Aujourd'hui, les exploitants de réseaux câblés ne bénéficient pourtant pas des mêmes conditions d'accès au marché du très haut débit que France Télécom, ou les autres opérateurs, qui ont la possibilité d'emprunter les fourreaux de l'offre LGC-BLO pour le déploiement de la fibre optique. Faudra-t-il attendre de constater que le marché de détail du très haut débit fixe se rééquilibre vers l'opérateur France Télécom pour que les réseaux câblés soient placés dans des conditions de déploiement similaires à celles dans laquelle se trouve le réseau de l'opérateur national et puissent enfin accéder à cette offre de fourreaux de France Télécom ? On s'explique mal en effet que ce patrimoine public que constituent les réseaux câblés ne soit pas mieux valorisé et que leur potentiel de croissance ne soit pas plus pris en considération, notamment, dans le cadre du Programme national très haut débit. On rappellera que la Commission européenne a précisément validé le programme national très haut débit, dans la mesure où il respecte le principe de neutralité technologique et ne favorise aucune technologie de réseau particulière, dès lors que celle-ci permet d'atteindre le résultat final, à savoir l'internet à très haut débit. La définition du très haut débit inclut les réseaux câblés modernisés.



Question 5 : Partagez-vous cette analyse de la situation concurrentielle des marchés de gros du très haut débit fixe établi par l'ARCEP ?

L'ARCEP indique « *Concernant le segment des offres d'accès aux infrastructures de génie civil, souterraines ou aériennes, le marché n'ayant pas évolué, France Télécom conserve naturellement sa position dominante, justifiant ainsi les obligations réglementaires pesant sur l'opérateur historique et leur mise en œuvre. L'utilisation croissante de cette offre de gros par les opérateurs alternatifs pour des déploiements massifs et constants de réseaux souterrains témoigne du bon fonctionnement de cette offre régulée.* »

Le Sipperec, dans la suite de son analyse précédente, demande que les réseaux câblés, sur les communes où ils sont déjà présents, aient accès à ces offres de gros dans le cadre des opérations de modernisation de ces réseaux câblés ou d'extension des poches câblées, dans le cadre d'un traitement non discriminatoire des réseaux très haut débit.

L'ARCEP constate : « *Dans les zones très denses, les déploiements se sont concentrés pour le moment dans les immeubles d'au moins 12 logements ou locaux à usage professionnel, le cadre réglementaire permettant de localiser le point de mutualisation à l'intérieur de la propriété privée. Ainsi, les opérateurs d'immeubles proposent des offres à la maille de l'immeuble sous forme de co-investissement. Ce segment des offres d'accès passives dans les immeubles est animé par plusieurs opérateurs (France Télécom, SFR, Free, Sequalum et Numéricable). Sur ce segment, les principales questions opérationnelles et économiques liées à la mutualisation et à l'accès aux points de mutualisation de ces immeubles ont été réglées (...)* »...

Dans la ligne des observations faites plus haut par le Sipperec sur l'état des lieux du marché de gros, le Syndicat est obligé de constater que « l'animation du marché concurrentiel » est inexistante dès lors que l'on se trouve dans les poches de basse densité : les effets de la concurrence par les seules infrastructures sont inexistant, sauf à requérir des financements publics lourds. En conséquence, le Sipperec attend de l'ARCEP qu'elle tire toutes les conclusions de cette situation et qu'elle ouvre, dans les quartiers de basse densité, à l'identique de la boucle cuivre, la possibilité d'une concurrence par les services, en parallèle de la concurrence par les infrastructures, avec une demande d'offre de référence en matière de services activés (bitstream optique) aux opérateurs d'immeubles.

En conclusion, le Sipperec approuve fortement la démarche de l'ARCEP dans sa préparation de révision des marchés pertinents, au travers du présent bilan intermédiaire et tient à souligner à cette occasion :

- sa conviction de l'importance des Réseaux d'Initiative Publique comme vecteurs de diversification et d'élargissement des offres très haut débit au bénéfice des consommateurs finals,
- le rôle qu'ils jouent d'ores et déjà dans la dynamique concurrentielle, notamment les réseaux câblés, compte tenu du parc de prises qu'ils représentent et de leur poids économique,
- sa demande d'ouverture de l'offre de fourreaux de France Télécom (LGC-BLO) au passage du câble coaxial, dans les communes en tout ou partie câblées, dans le souci de neutralité et de non discrimination de l'accès à l'infrastructure essentielle que constitue la boucle locale de France Télécom, pour tous les réseaux très haut débit,

- son exigence de transparence dans la connaissance des déploiements FTTH des opérateurs privés à travers la communication des fichiers IPE aux collectivités concernées,
- son souhait de voir les Quartiers de Basse Densité faire l'objet d'une offre de référence de la part des opérateurs d'immeubles en matière de services activés, de manière à baisser les barrières à l'entrée sur ces territoires pour tous les opérateurs.

Enfin, le Sipperec se félicite du parrainage accordé par l'ARCEP au Collectif RFC-Référentiel Fibre Commun, dont les travaux, dans le domaine des services activés, viennent justement de démontrer la possibilité, pour les opérateurs de RIP, d'arriver à spécifier une approche commune et standardisée de ces services très haut débit.



# ANNEXE